
Recompositions des populations turques en France et en Allemagne

Description

L'immigration turque, apparue dès les années 1960 en Europe (en Allemagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas) a connu des restructurations ayant pour effet une recomposition de son identité et du jeu politique de la Turquie. La logique de la migration a conduit à la formation d'une organisation de type diasporique, par l'importation en Europe des conflits et des tensions propres à la Turquie par le biais d'organisations politiques et religieuses.

L'Allemagne et la France sont les deux principaux pays d'accueil des immigrations turques; nous observerons, dans ces deux pays, les recompositions de ces communautés. Dans la tradition sociopolitique française à la fois humaniste et assimilationniste, l'immigration turque interroge la communauté scientifique et politique car elle se constitue sur une base *communautaire*, c'est-à-dire *ethnique*. De ce fait, l'immigration turque demeure, pour Michèle Tribalat, une «exception», au modèle républicain. En Allemagne, les politiques d'intégration, pourtant plus promptes à reconnaître les attributs minoritaires (religieux notamment), n'ont pas suscité l'acculturation systématique des populations turques au sein de la société. Il s'agira donc d'observer, en France et en Allemagne, les étapes de la construction de l'identité turque immigrée. Nous étudierons, dans ces deux pays, l'évolution des relations entre les minorités turques et l'Etat turc et les rôles joués par les agents communautaires (associations, organisations politiques et religieuses) dans cette évolution.



L'organisation communautaire

L'immigration turque en Europe a pour origine la concomitance de deux mouvements: le besoin de main d'œuvre dans les pays d'Europe occidentale durant les Trente glorieuses et les restructurations économiques et démographiques ayant lieu au même moment en Turquie. L'exode rural nourrissant le sous-prolétariat urbain des grandes villes turques, les pouvoirs publics turcs profitent des besoins en main d'œuvre des pays occidentaux pour diminuer le nombre de demandeurs d'emploi en envoyant ces «surnuméraires» au-delà des frontières et des responsabilités sociales nationales [1].

A ses débuts, l'immigration turque en Europe correspond au modèle allemand du *Gastarbeiter* (travailleur-invité dont la présence est temporaire); elle est caractérisée par l'entrée sur le territoire de travailleurs venus seuls pour accumuler un capital afin d'améliorer leur situation au retour. Cette première étape ne dure pas. Si un certain nombre de ces hommes est effectivement reparti en Turquie [2], la fermeture des frontières et le regroupement familial ont accéléré l'avènement de la seconde phase du processus d'immigration. Plus familiale, elle s'installe dans le temps; le projet de retour définitif en Turquie est abandonné.

Le regroupement familial va reconfigurer l'immigration turque: le lien à l'origine n'est plus aussi évident que lorsque femme et enfants sont restés sur la terre natale. Les Turcs vont donc soit s'assimiler

progressivement, à la manière de la plupart des minorités ethniques qui les ont précédés, soit entretenir la *logique migratoire* de l'extranéité alors même que les familles ne sont plus géographiquement déchirées. C'est cette deuxième voie que les migrants turcs ont valorisée en créant une «Turquie de l'extérieur» construite à partir de multiples réseaux d'appartenance politique et religieuse. Formés autour de la famille élargie et de la région d'origine, ils organisent concrètement l'immigration. Leur fonction essentielle est la préservation de la logique migratoire; ils tendent donc à demeurer hermétiques et homogènes culturellement, notamment grâce aux stratégies matrimoniales.

L'émergence d'une organisation diasporique (construite à partir d'organes communautaires internationalisés) n'a été possible que parce que les Turcs disposaient d'une vie associative et religieuse dynamique et de solides ressources économiques par le biais de l'*ethnic business*. L'Etat turc s'est, dans ce cadre, progressivement désinvesti de la structuration des communautés turques d'Europe.

L'organisation diasporique: l'affranchissement d'un Etat tutélaire dès la fin des années 1980

La diaspora repose sur une autonomie à l'égard de l'Etat du pays d'origine, elle vise à reconfigurer la politique intérieure au sein de celui-ci et s'installe dans la durée. Dans les premières étapes du processus migratoire, les immigrés demeuraient sous la tutelle d'Ankara qui organisait la migration, considérant la population immigrée comme une extension de la population nationale. Progressivement, les migrants sont parvenus à construire leur autonomie vis-à-vis de la puissance publique turque.

L'identité turque immigrée repose sur une interpénétration entre conscience religieuse et conscience nationale. Dans les premières étapes du processus migratoire, cet équilibre est garanti par l'Etat qui répond aux besoins culturels et d'éducation des migrants. L'*école turque* (dispositif d'Enseignement en Langues et Civilisations d'Origine dont les instituteurs sont fonctionnaires d'Ankara) et le Dyianet, ministère des affaires religieuses (ses imams et ses associations), sont autant d'instruments de l'Etat-animateur de la migration. Mais cette animation est le fait d'une puissance parfois autoritaire qui parvient de moins en moins à s'adapter aux attentes et aux préoccupations nouvelles de populations dorénavant implantées dans des sociétés urbaines et non-musulmanes. Alors, ce qui peut apparaître comme de la «propagande kémaliste» à l'*école turque* ou une «censure» de l'islam au Dyianet est remis en cause par une partie de la population. Apparaissent des organisations politiques ou religieuses (ultranationalistes ou islamistes) concurrentes directes d'Ankara pour le culte et l'instruction des jeunes générations. Ces instances participent à la dé-légitimation de l'Etat aux yeux de leurs membres. Les «Turcs d'Europe» jouant un rôle non négligeable sur la scène politique intérieure turque, le véritable enjeu manqué par l'Etat est de ne pas les avoir laissés prendre leur autonomie, ce qui lui aurait permis de se prémunir contre les oppositions recomposées dans l'immigration. Face aux questionnements intérieurs et extérieurs des fondements kémalistes de l'Etat et des dérives de l'Armée, l'identité turque est investie par des organisations radicales qui ont su s'imposer comme nouveaux agents de structuration des communautés d'Europe.

Les nouveaux agents communautaires

Il existe une interdépendance entre les évolutions politiques en Turquie et les activités politico-religieuses des migrants [3]. Celles-ci peuvent viser la conquête de libertés ou remettre en cause la Constitution (garantie par l'Armée) et son principe fondamental: la laïcité. Nombre d'associations turques en Europe sont ainsi rattachées à des partis politiques en Turquie ou à des confréries.

Les ultranationalistes

En Europe, l'association *Türk Kültür ve Sport Derneği* (Association sportive et culturelle turque), directement liée au MHP (le Parti nationaliste du mouvement) d'extrême droite, ne perd pas en dynamisme. Les militants du MHP sont les *Loups gris*. En dépit de sa partition interne, le MHP recomposé représente une force politique à part entière depuis les résultats électoraux de 1995 et de 1999 où il est arrivé en deuxième position après le Parti socialiste (DSP). Les *Loups* revendiquent leur appartenance à un panturquisme radical. Ils ont su séduire des jeunes qui, en réaction au contexte européen et français de rejet de l'adhésion de la Turquie dans l'Union, de crispation autour des problématiques arméniennes, kurdes et chypriotes et aussi de la vie amère dans certaines zones urbaines paupérisées, ont développé une «ethnicité fière» [4] construite sur un nationalisme patriotique. En Allemagne comme en France, le MHP dispose de lieux associatifs et de culte en concurrence avec ceux de l'Etat turc.

La percée islamiste

Fort de son premier grand succès électoral aux élections de 1991, le parti islamiste [4] devient une force politique incontournable en Turquie. En 1993, il remporte les élections municipales à Istanbul et à Ankara et les législatives de 1995. En 2002, l'AKP est le premier parti turc.

En 1993, *Milli Görüs* (Vision nationale) est créé en France après avoir été fondé en Allemagne; il est attaché à la ligne de M.Erbakan du parti islamiste turc dont il est la version occidentale. Il est caractérisé par sa doctrine anti-kémaliste et teintée d'antisémitisme. Il anime une vie associative dynamique, met à disposition de ses adhérents un fonds funèbre, des lieux de culte et des imams, du soutien scolaire et des centres culturels et d'études théologiques. Il vient donc, lui aussi, se substituer aux activités de l'État et développe une approche politique de la religion.

Par un jeu de surenchère politique, la force de l'islamisme conduit à un durcissement des positions kémalistes. En 2002, si l'AKP est en tête, c'est le CHP, parti créé par Atatürk, qui arrive en deuxième position, ce qui révèle une vie politique turque crispée sur les questions du Kémalisme et de l'islamisme, crispations que l'on retrouve en immigration dans la concurrence entre les diverses organisations.

Les confréries orthodoxes

Prohibées par la République turque en vertu de la Constitution et du code pénal réprimant les activités anti-laïques, des confréries islamiques (*Nurculuk* et *Süleymanci*) se sont reconstituées dans l'immigration sous forme d'associations. Elles ne s'inscrivent pas dans la sphère politique mais peuvent l'influencer. Ces organisations, avec leurs lieux de culte, leurs enseignements coraniques, leur soutien scolaire, produisent une banalisation de l'islam rigoriste et une course à la vertu sur le marché spirituel. Les jeunes générations y sont plus sensibles, car elles en sont les premières cibles.

Les communautés turques d'Allemagne et de France s'affranchissent de l'État turc de manière parfois problématique du fait de la radicalité de certains agents communautaires. Pourtant, la construction nécessaire d'une culture et d'un islam turcs dans les sociétés d'Europe est aussi le fait d'organisations telles *Milli Görüs* qui participent à l'existence strictement européenne de la « communauté » en lui créant un certain espace de liberté. D'autres initiatives plus spontanées, indépendantes politiquement et non radicales existent mais restent encore minoritaires; elles sont néanmoins un enjeu décisif pour l'avenir des populations turques d'Europe. La clé de cette évolution se trouve notamment dans les modalités d'intégration des secondes générations.

* Maïtena ARMAGNAGUE est doctorante en Sociologie à l'Université de Bordeaux 2, chercheuse au LAPSAC et au CADIS, en charge de la recherche relative à l'immigration turque en France et en Allemagne pour la Direction de la Population et des Migrations.

* Photo : © Célia Chauffour

[1] L'Allemagne compte 2,1 millions de Turcs, soit près des deux tiers de la population turque immigrée en Europe. La France (deuxième pays d'accueil) compte 208.000 Turcs selon l'INSEE (1999); entre 350.000 et 400.000 selon le Consulat qui comptabilise les titulaires de la double nationalité.

[2] Establet, R. *Comment peut-on être Français? 90 ouvriers turcs racontent*, Fayard, 1997.

[3] Rigoni, I, *Mobilisations, actions et recompositions. Migrants de Turquie et réseaux associatifs.*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, Paris 8, 2000.

[4] Perroton, J, *École et ethnicité. Une relation à double face.*, Thèse de doctorat de sociologie, Bordeaux 2, 1999.

[5] *Refah* (1980-1997) devenu le *Fasilet* jusqu'en 2001, date de sa scission entre le *Saadet* (ligne d'Erbakan) et l'AKP (ligne d'Erdogan).

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/07/2007

Champs de Méta

Auteur-article : Maïtena ARMAGNAGUE*